

# BOGOTÁ

---

*Luis Mauricio CUERVO, Françoise DUREAU, Thierry LULLE,  
Adriana PARIAS*

## 1. CONTEXTE POLITICO-ADMINISTRATIF

Le système administratif en vigueur est un État républicain composé de 32 départements, divisés en *municipios* (communes), et un District Capital. Le système politique est une démocratie parlementaire. La constitution de 1991 régit les pouvoirs attachés à chacun des niveaux administratifs. Le *municipio* gère le développement de l'infrastructure urbaine, l'investissement et les dépenses sociales en utilisant des ressources propres et des transferts fiscaux en provenance du gouvernement central. Le département a principalement des fonctions de coordination et d'assistance technique aux communes. La Nation est en charge de la régulation macro-économique, la stabilité monétaire, le commerce international et les grands investissements en infrastructure économique. Les maires et les *Gobernadores* (Préfets) sont élus directement par le peuple depuis 1989 et 1992 respectivement.

En tant que capitale de la République de Colombie, Bogotá a un statut juridico-administratif particulier : *Distrito Capital* (District Capital), constitué de 19 *localidades urbanas* (arrondissements) et de la zone rurale de Sumapaz. Il existe une certaine décentralisation des compétences et ressources de l'administration du District vers les arrondissements, lesquels ont un maire (nommé par le maire du District) et une JAL (*Junta Administradora Local*) composée d'édiles élus au suffrage universel. Contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres grandes villes colombiennes, la réalité métropolitaine de Bogotá n'a fait l'objet d'aucune reconnaissance administrative. Le District a absorbé successivement une série de communes qui ont ainsi perdu leur autonomie. Il existe néanmoins une autorité environnementale régionale nommée, en charge de réguler l'usage et la conservation des ressources naturelles stratégiques telles que l'eau et la terre. En l'absence de reconnaissance

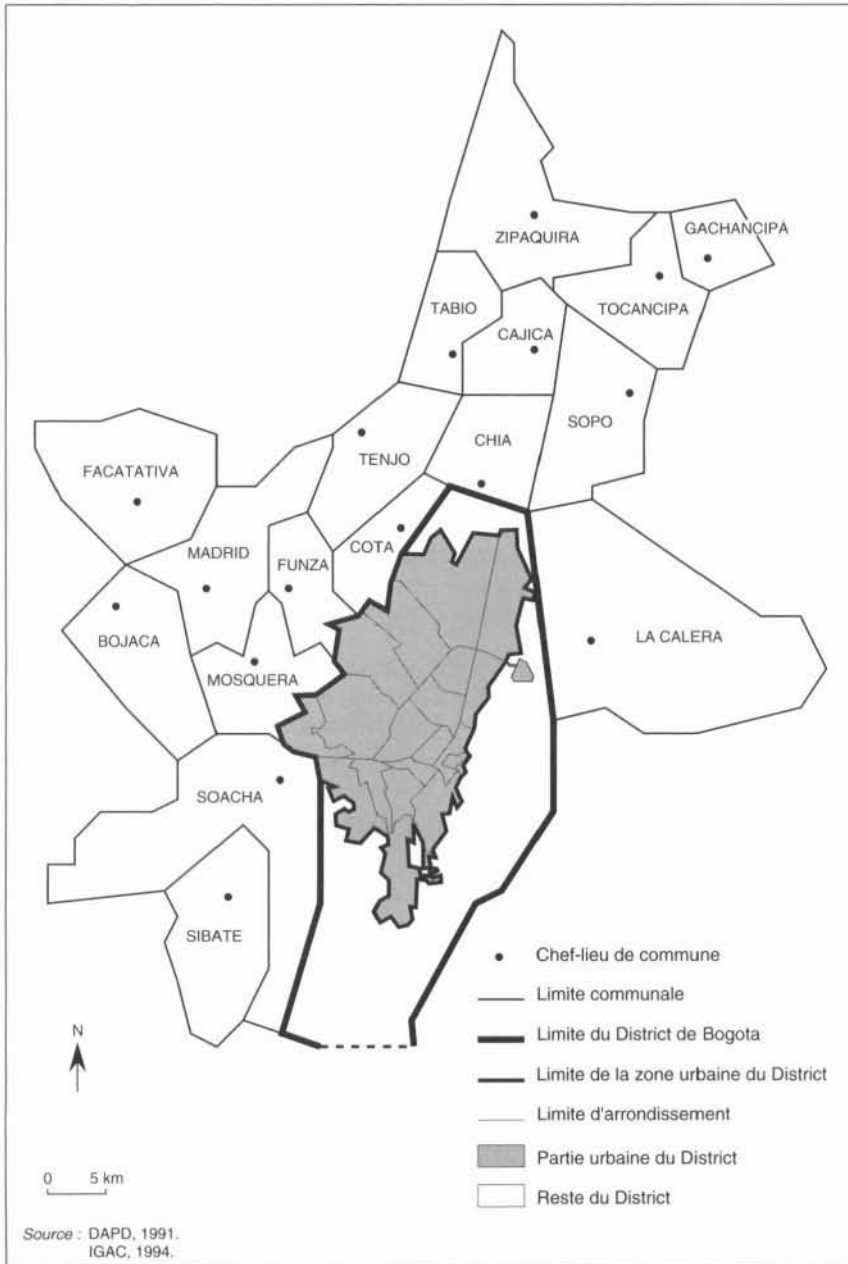
légale, les définitions de l'aire métropolitaine varient selon les études et les sources, mais aboutissent finalement à des territoires souvent très similaires. Selon la définition retenue dans l'étude ORSTOM-CEDE (basée sur des critères : géographique, démographique et d'intégration fonctionnelle), adoptée dans certains documents du service de planification du District, l'aire métropolitaine est composée du District et de 17 communes du département du Cundinamarca (carte 33).

## 2. RÔLE ÉCONOMIQUE DE LA MÉTROPOLE

À l'heure actuelle, Bogotá est la capitale économique du pays. Elle constitue le marché urbain le plus important, générant près du quart du PIB national. Bogotá concentre environ le tiers des emplois (35 %) et de la valeur ajoutée industrielle nationale (30 %), environ la moitié de l'activité tertiaire : 71 % du mouvement boursier, 40 % des dépôts bancaires, 47 % des diplômés de 1<sup>er</sup> cycle universitaire et 55 % du second cycle universitaire, 60 % des primes d'assurance vendues dans le pays. Cette place prépondérante s'est constituée au cours des cinquante dernières années. Après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, Bogotá remplace Medellín comme premier centre industriel colombien. Depuis 1970, Bogotá consolide les fonctions économiques liées à son rôle de capitale politique : les dépenses et l'investissement publics ont augmenté leur participation dans le PIB, passant de 10 % il y a trente ans, à 30 % maintenant. Au début des années 1990, Bogotá conforte sa place de principal centre financier, avec un rôle privilégié dans la gestion des transactions internationales.

L'activité de Bogotá est tournée principalement vers le marché interne et sa participation dans la valeur des exportations colombiennes est très faible (moins de 3 %). La faiblesse de cette participation au commerce international est liée au fait que deux composantes ont un rôle très élevé dans les exportations colombiennes : les mines (pétrole, charbon, nickel, émeraude et or) et les produits agricoles (café, banane, fleur). Les produits manufacturés ne représentent que 30 % des exportations nationales et, parmi eux, un tiers correspond aux dérivés pétrochimiques produits dans des pôles industriels spécialisés. Néanmoins, au niveau financier, Bogotá est le principal centre de transactions internationales et le plus grand centre de consommation de marchandises importées. Les tendances récentes du comportement économique de Bogotá laissent présager un futur favorable à la croissance de la ville. L'activité industrielle colombienne ne montre pas de tendances à la déconcentration ou à la décentralisation, et le secteur tertiaire maintient ses niveaux élevés de concentration dans la capitale. Seules les grandes exportations minières et agricoles se réalisent à l'extérieur de Bogotá.

**Carte 33 –** Bogotá : division politico-administrative de l'aire métropolitaine (1993)



### 3. CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE NATIONAL

	1973	1985	1993
<b>COLOMBIE</b>			
Population totale (en millions)	22,862	30,062	37,422
Population urbaine (en millions)	13,652	19,644	25,489
% population urbaine	59,7 %	65,3 %	69,1 %
<b>ARMATURE URBAINE : PRIMAUTÉ</b>			
Rang Bogotá	1	1	1
Population (en millions) District Bogotá	2,861	4,236	5,484
(Aire Métropolitaine <sup>a</sup> )	(3,121)	(4,685)	(6,218)
Pop. AM Bogotá/population totale Colombie	13,7 %	15,6 %	16,6 %
Pop. AM Bogotá/population urbaine Colombie	22,9 %	23,9 %	24,1 %
Pop. AM Bogotá/pop. AM de rang 2 (Medellin)	1,93	2,21	2,48

a. L'aire métropolitaine (AM) inclut le District de Bogotá et 17 communes périphériques.

Source : DANE, recensements de la population (populations ajustées).

*Population urbaine* : Au sein de chaque *municipio*, le DANE (institut national de statistique) distingue :

- la *Cabecera* (chef-lieu) : partie du territoire municipal où est localisée la Mairie, et dont les limites sont définies par un *acuerdo* du conseil municipal ;
- le *Resto* : partie du territoire municipal située hors du périmètre urbain du chef-lieu.

Dans les statistiques produites en Colombie, les chefs-lieux sont en général considérés comme urbains. Lorsqu'un critère de taille minimum est utilisé en plus du critère administratif, le seuil est fixé à 10 000 habitants.

### 4. DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE DE LA MÉTROPOLE

#### 4.1. Taux d'accroissement annuel et composantes de la croissance

Alors qu'au début du siècle le rythme d'accroissement démographique de Bogotá restait modéré (de l'ordre de 3 % par an), il s'accélère sensiblement à partir des années 1940 (7 % par an entre 1951 et 1964, et près de 6 % entre 1964 et 1973). Seulement 12 ans sont alors nécessaires pour un doublement de la population de Bogotá, qui atteint 3 millions d'habitants en 1973. Depuis lors, comme dans les autres grandes villes colombiennes, mais moins fortement que dans celles-ci, le rythme de croissance de Bogotá se ralentit : son taux d'accroissement passe en dessous du seuil de 4 % au milieu des années 1970. Depuis une vingtaine d'années, Bogotá est entrée dans une phase de croissance moins rapide, mais encore soutenue, qui intègre un nombre important

de communes périphériques. Les années 1980 constituent un second tournant important dans l'histoire récente de la ville : le processus de métropolisation se poursuit, tandis que se jouent d'importantes recompositions internes de l'espace métropolitain. Fin 1993, Bogotá (inclus la périphérie métropolitaine) rassemble plus de 6 millions d'habitants, et la croissance se maintient au même rythme que pendant la période intercensitaire précédente (supérieur à 3 %), encore supérieur à celui des autres grandes villes du pays.

**Tableau 1 – Aire métropolitaine de Bogotá :**  
*population et taux d'accroissement (1973-1985)*

	Population totale ajustée			Taux d'accroissement annuel moyen	
	1973	1985	1993	1973-1985	1985-1993
District de Bogotá	2 861 913	4 236 490	5 484 244	3,27 %	3,23 %
17 communes de l'aire métropolitaine	259 423	448 749	734 133	4,57 %	6,15 %
Total	3 121 336	4 685 239	6 218 377	3,38 %	3,54 %

Sources : Recensements de population, DANE.

L'évolution de Bogotá traduit directement les deux phénomènes majeurs de l'histoire démographique de la Colombie : la transition démographique, amorcée à la fin des années 1930, et la baisse d'intensité des flux migratoires en direction des plus grandes villes du pays depuis le milieu des années 1970, après une période d'exode rural massif. Pendant les décennies 1950 et 1960, se conjuguèrent une migration intense et un taux d'accroissement naturel élevé : la Colombie connaissait à cette époque un vaste processus d'exode rural largement polarisé par les quatre plus grandes villes du pays (Bogotá, Cali, Medellín, Baranquilla). Au milieu des années 1970, se produisent des changements importants dans le système migratoire colombien, en termes d'intensité et de directions de la migration. Cette situation conduit à une diminution de l'apport de la migration dans la croissance démographique de Bogotá et des autres métropoles colombiennes, et à une augmentation de cette contribution à la croissance des périphéries métropolitaines et des villes secondaires. Cependant, au-delà de son effet direct sur la croissance de la capitale, l'exode rural intense poursuit toujours ses effets, à travers les modifications apportées à la structure par sexe et âge de la capitale.

Profitant de l'ensemble des facteurs propices à une réalisation précoce et rapide du processus de transition démographique, à l'heure actuelle, Bogotá présente globalement les plus faibles niveaux de fécondité et de mortalité du pays, même si ces moyennes masquent des

différences majeures selon les classes sociales (en 1985 : 1,9 enfant par femme chez les « non pauvres », 3,6 pour les femmes classées « pauvres » et 4,3 pour celles « en situation de misère »). Les modalités de la transition renforcent l'effet d'une migration composée majoritairement de jeunes adultes sur la structure démographique de la capitale : la proportion d'adultes de 15 à 44 ans y est très élevée (54 % en 1993). Cette structure par âge maintient le taux d'accroissement naturel à un niveau élevé, de l'ordre de 2,1 % en 1980-1985. Comme pour les autres grandes villes colombiennes, la croissance naturelle de cette population jeune devient le moteur principal de la croissance de Bogotá : tandis qu'en 1979 la migration expliquait 49 % de la croissance de Bogotá, elle n'est plus responsable que de 22 % de celle-ci en 1990.

## **4.2. Les principaux flux de migrants : origines et quartiers d'installation**

Plus de la moitié des migrants à Bogotá sont natifs de deux départements : celui où est situé Bogotá (Cundinamarca) et le département voisin du Boyaca. Si le caractère régional de la majeure partie de la migration à Bogotá correspond à un phénomène commun aux plus grandes villes colombiennes (qui explique largement la forme équilibrée du réseau urbain colombien), en revanche seule la capitale échappe à une application exclusive de ce schéma : le quart des migrants vers Bogotá provient de l'extérieur du bassin migratoire formé par les quatre départements voisins de la capitale. Après la phase d'exode rural intense, se produisent à partir des années 1970 des changements importants dans l'intensité et la direction des flux migratoires. Une diversification sensible des directions de la migration, une plus grande complexité des trajectoires migratoires et le développement de nouvelles formes de mobilité (temporaires et/ou circulaires) marquent la dernière décennie.

À côté d'un flux de ruraux en provenance, pour l'essentiel, de son bassin migratoire régional, Bogotá draine une population citadine, en provenance des capitales départementales, qui représente 53 % des migrants arrivés à Bogotá entre 1980 et 1985. Cette composition particulière des lieux de provenance des migrants a une incidence directe sur les caractéristiques de la population immigrante : composite dans ses origines, celle-ci est nécessairement très hétérogène quant à ses caractéristiques sociales, son mode d'insertion et son impact sur la dynamique de la capitale. Outre cette grande diversité sociale, la population immigrante à Bogotá se caractérise par des traits classiques de la migration à destination urbaine en Amérique Latine : les migrants sont jeunes et des femmes en majorité.

L'hétérogénéité sociale de la population des migrants se traduit dans leur implantation spatiale. Que ce soit en termes de localisation, de stratification socio-économique, de type de logement ou de statut d'occupation du logement, les non natifs de Bogotá sont présents dans l'ensemble du parc immobilier de la capitale. Tous les quartiers assurant au début des années 1990 une fonction de réception des migrants sont situés dans la partie périphérique de la ville ; à l'opposé, les quartiers centraux sont tous sous-représentés parmi les migrants récents, en relation à leur poids dans la population totale de Bogotá. Le schéma des années 1970 selon lequel les migrants s'installaient d'abord dans les quartiers centraux avant de migrer vers la périphérie, ne se vérifie plus au début des années 1990.

## 5. DYNAMIQUE SPATIALE DE LA MÉTROPOLE

En 1938, la ville concentrique et compacte du début du siècle a cédé la place à une ville linéaire (suivant l'axe nord-sud du tramway) (carte 3) ; la densité a déjà diminué très nettement, avoisinant 130 hab/ha. Limitée sur sa bordure orientale par une chaîne montagneuse, Bogotá peut s'étendre sans contrainte naturelle dans les autres directions, sur les terres planes de la *Sabana*. La croissance démographique particulièrement rapide des années 1940 jusqu'au milieu des années 1970 se traduit par une expansion spatiale encore plus spectaculaire : en 1973, la capitale est 12 fois plus étendue qu'en 1938, alors que dans le même temps la population est multipliée par 9. La densité de population atteint son niveau minimum, passant en dessous du seuil des 100 hab/ha au début des années 1970. Dès les années 1950, se trouvent mises en place les structures majeures de Bogotá, qui ne feront que s'accroître durant les décennies suivantes : une ségrégation socio-spatiale très marquée opposant un nord riche à un sud pauvre (carte 15), et une forte spécialisation fonctionnelle, se traduisant par une grande concentration des zones d'emploi, articulée autour de deux axes principaux : un axe tertiaire centre-nord, et un axe industriel centre-ouest (carte 16).

L'expansion des décennies antérieures le long des axes de circulation, qui avait laissé de nombreux espaces interstitiels inoccupés, cède la place dans les années 1970 à une occupation plus générale de l'espace à l'intérieur du périmètre urbain et le démarrage de la construction en hauteur se traduit par l'apparition de secteurs ayant des densités très élevées (carte 4). Depuis les années 1980, la dynamique spatiale est marquée par de nouveaux mouvements, liés à des changements sensibles dans les logiques de localisation résidentielle des différentes couches de la population. L'étalement des banlieues populaires et la déconcentration urbaine de populations plus favorisées sur les communes de

la périphérie métropolitaine s'exercent à partir des années 1980 simultanément avec d'importantes recompositions internes de l'espace métropolitain. La densité brute de Bogotá augmente : 130 hab/ha en 1985 et près de 150 en 1993. Produit de la densification progressive des espaces périphériques nouvellement urbanisés, cette évolution moyenne traduit aussi les mouvements de redensification accélérée de certains espaces péricentraux.

Au sein du District, la dynamique de croissance n'est absolument pas uniforme : alors que les arrondissements centraux présentent des taux négatifs entre les recensements de 1973 et 1985, d'autres, tous situés dans la partie périphérique de la ville, ont des rythmes de croissance très rapides à la même période, avec des taux compris entre 7,5 et 12,5 %. De plus, le rythme de croissance des communes voisines de Bogotá montre que cette dynamique de peuplement centrifuge franchit les limites du District. En effet, après une phase de croissance accélérée et concentrée sur la métropole, Bogotá est entrée depuis les années 1970 dans un processus de métropolisation rapide, qui intègre un nombre croissant de communes contiguës avec le District, comme Soacha ou Chia, mais aussi des communes plus éloignées comme Madrid qui polarisent ce processus d'expansion. Au début des années 1990, dans un contexte de croissance encore soutenue, la dynamique d'expansion spatiale de la capitale s'exerce de plus en plus intensément, et selon de nouvelles modalités, au-delà des limites du District : entre 1985 et 1993, le rythme de croissance des 17 communes formant la périphérie métropolitaine est deux fois plus rapide (6,1 % par an) que celui de la capitale, et 10 fois plus rapide que celui des autres communes du département du Cundinamarca (0,6 %). Entre 1985 et 1993, un cinquième de l'accroissement démographique total de l'aire métropolitaine de Bogotá se réalise au-delà des limites de la métropole proprement dite, dans la périphérie métropolitaine.

## 6. PRODUCTION ET OCCUPATION DU LOGEMENT

Le processus de croissance marqué par une forte ségrégation est favorisé par une production de logement également très fragmentée : à côté de la promotion capitaliste fonctionnent la *production sur commande (por encargo)*, l'auto-construction et la production étatique, chacune suivant sa propre logique. La logique du *promoteur capitaliste* est strictement mercantile : il fait l'acquisition d'un terrain constructible et y bâtit des édifices qu'il met en vente. Dans la *production sur commande*, le promoteur n'a pas à investir de capital : le futur usager du logement acquiert le terrain, apporte le capital requis pour la construction et charge le promoteur de réaliser uniquement la construction du



logement. La *production étatique* a comme but de permettre l'accès à la propriété de logement aux secteurs défavorisés, en construisant le logement, soit directement, soit sur commande. Quant à l'*auto-construction*, qui est le mode de production illégale de logement le plus répandu à Bogotá, elle fonctionne au travers de ce qu'on appelle en Colombie la *urbanización pirata* (lotissement clandestin) : les agents opérant sur ce marché acquièrent des terrains dans des zones non constructibles, hors des limites de la ville, et les lotissent pour les revendre, sans titre légal de propriété, sans dotation de services ni infrastructure, à des familles à faibles revenus.

Les informations concernant les statuts d'occupation du logement à Bogotá sont quelque peu contradictoires : d'après les recensements, le pourcentage de propriétaires reste assez stable, entre 42 et 46 %, de 1951 et 1973, puis augmente très fortement, le chiffre du recensement de 1985 indiquant un saut de 15 points. En réalité, cette donnée semble peu fiable ; selon toute vraisemblance, la part réelle de propriétaires a certes augmenté, mais de façon plus modérée et progressive, pour atteindre 54 % en 1993. De son côté, la location diminue en pourcentage entre 1973 (53 %) et 1993 (42 %), mais dans des proportions moindres que dans d'autres villes latino-américaines. Dans le contexte socio-culturel bogotain, la location est souvent assimilée à des difficultés d'accès au logement, tandis que la propriété est interprétée comme le résultat de ressources suffisantes pour accéder à un logement acceptable. Cette représentation ne se vérifie aucunement lorsque l'on examine les caractéristiques du logement selon les statuts d'occupation : la location ne résulte pas uniquement d'un manque de moyens, et n'est pas forcément subie.

**Tableau 2 –** Bogotá : formes de production du logement (1938-1993)

	1938-1951	1951-1964	1964-1973	1973-1985	1985-1993
Production légale :					66,5 %
Capitaliste	23,3 %	23,7 %	16,0 %	31,7 %	(tot. légal)
Sur commande	16,9 %	17,3 %	12,9 %	15,0 %	
Étatique	4,6 %	16,9 %	21,2 %	19,5 %	
Production illégale :	55,2 %	42,1 %	49,9 %	33,7 %	33,5 %
Autoconstruction					
Total Logements	100,0 % (48 458)	100,0 % (139 453)	100,0 % (175 089)	100,0 % (332 888)	100,0 % (392 040)

Sources : calculs à partir de : Jaramillo, 1982 et DANE, Licencias de Construcción.

La précarité des conditions de logement tend à se cristalliser dans la sur-occupation : partage du logement entre plusieurs ménages<sup>1</sup>, et nombre élevé de personnes par pièce. Tandis que d'autres caractéristiques du logement telles que l'accès aux services publics ou la qualité des matériaux de construction semblent s'améliorer sensiblement, l'indicateur de sur-occupation se maintient à des niveaux assez élevés : en 1993, 46 % des ménages partagent leur logement et 9 % de la population vit avec plus de quatre personnes par pièce.

**Tableau 3 – Bogotá : Statuts d'occupation du logement (1951-1993) (%)**

Date	1951	1964	1973	1978	1981	1985	1985	1986	1987	1989	1993
Source	rec.	rec.	rec.	ENH	ENH	rec.	EEV	EEV	EEV	ENH	rec.
Propriété	42,7	46,2	41,9	48	44,1	57,1	50,6	47,7	45,9	51,8	54
Location	55,8	47,4	53,4	47	49,5	39,9	41,9	45,2	48,0	45,0	42
Autres	1,5	6,4	4,7	5	6,4	3,0	7,5	7,1	6,1	3,2	4

ENH : Enquête Nationale des Ménages, DANE.

EEV : Enquête Emploi et Logement, CEDE Universidad de los Andes.

## 7. POLITIQUES URBAINES

L'analyse des politiques urbaines au cours des cinquante dernières années montre la relative faiblesse des pouvoirs publics dans la planification et la gestion du développement urbain. L'urbanisme a plus accompagné l'urbanisation qu'il ne l'a précédée, orientée et contrôlée. Mais les conséquences les plus néfastes de cette situation ont été jusqu'à un certain point évitées. En effet, même si se sont multipliés durant ces mêmes années de nombreux quartiers illégaux sous-équipés, certaines interventions publiques en matière de grands chantiers et de réseau de voirie ont contribué à ce que l'expansion de la ville ait été relativement contenue, tout du moins au sein du périmètre urbain.

Toutefois, l'attitude des pouvoirs publics n'a pas toujours été la même ; quatre grandes approches de la planification se sont succédées dans le temps :

– 1947-1952 : la planification spatiale, marquée à son début par le plan proposé par Le Corbusier, puis par la réalisation de grands travaux ;

1. Un ménage correspond à une personne ou groupe de personnes, avec ou sans lien familial, qui vivent sous le même toit et partagent habituellement les aliments. Un logement peut être composé d'un ou plusieurs ménages (définition du recensement de 1993, DANE).

- 1967-1978 : la planification du développement socio-économique et la conception de programmes zonaux ;
- 1979-1989 : la planification au moyen de normes urbaines ;
- 1990-1998 : la dérégulation au service de l'immobilier, mais aussi la participation des citoyens dans la planification et la gestion.

Au cours des deux dernières années, avec l'élaboration du POT (*Plan de Ordenamiento Territorial*), de nouvelles pratiques, plus rationnelles, semblent émerger.

## 7.1. Principaux modes et niveaux d'intervention des pouvoirs publics

De manière générale, les processus de décentralisation et de planification, à l'œuvre dans l'ensemble du pays depuis la fin des années 1980 mais plus effectifs depuis le milieu des années 1990, sont, dans le cas du District, tout particulièrement actifs avec la redéfinition des niveaux de pouvoirs et des procédures administratives.

Il existe différents niveaux territoriaux d'intervention des pouvoirs publics : le gouvernement national, qui finance majoritairement les grands projets d'infrastructure (ce devrait être le cas du métro) ; le département car, dans la mesure où l'aire métropolitaine n'est toujours pas officialisée (elle devrait l'être prochainement, au moins partiellement), c'est cette instance qui gère le développement des communes voisines au District ; le District (le maire élu, l'administration municipale, les entreprises de services publics – pas encore toutes privatisées –, le conseil élu) qui intervient en planifiant et gérant ses propres ressources et leur investissement dans la construction et l'entretien de la voirie, des équipements sociaux, des espaces publics, etc. ; l'arrondissement (le maire d'arrondissement nommé par le maire du District sur proposition de la JAL – *Junta Administradora Local* –, sorte de conseil élu, et la JAL) qui planifie et contrôle, en accord avec l'administration municipale, l'usage des investissements publics dans des projets à vocation locale ; le quartier (les JAC – *Juntas de Acción Comunal* – sorte de comités de quartier élus) qui est censé être le niveau de représentativité le plus près de la population et à travers lequel celle-ci peut exprimer ses divers besoins pour qu'ils soient satisfaits soit directement à ce même niveau, soit par les supérieurs.

Il faut également noter différentes initiatives prises au cours de ces dernières années afin de rendre la gestion plus efficace : un assainissement des finances (compression du personnel de l'administration du District, réajustement des impôts fonciers et révision de la stratification socio-économique selon laquelle sont fixés les tarifs des services publics), adoption progressive de méthodes plus rationnelles, parfois

empruntées au secteur privé, ou plus participatives, et systématisation des informations sur le bâti et la population.

En ce qui concerne plus précisément la planification spatiale, la flexibilisation des normes urbaines et de l'usage du sol constitue un des principaux modes d'intervention au cours des années 1990, assumé par le DAPD (*Departamento Administrativo de Planeación Distrital*). La principale mesure est l'Accord 6 de 1990. Un de ses objectifs principaux est le maintien du bâti urbain existant avec la préservation des espaces publics, surtout quand il s'agit des patrimoines naturels et culturels, mais aussi l'intégration, la « régularisation », des quartiers dits « informels ». Néanmoins, dans la pratique, ses ambiguïtés ont surtout servi les intérêts du marché immobilier et peu ceux des habitants des quartiers populaires. Le résultat a été que de vastes zones de la ville « formelle » ont connu des changements dans l'utilisation du sol et les caractéristiques de leur espace bâti. En particulier le long d'un axe centre – nord, l'occupation du sol s'est densifiée et les usages se sont diversifiés, avec une combinaison de fonctions résidentielles et d'activités commerciales, financières et autres activités tertiaires.

En matière de logement, il est clair que la production par le secteur public est de plus en plus limitée. Il s'agirait plutôt, comme au plan national, de soutenir l'auto-construction lorsqu'elle est réalisée dans un cadre légal. La production privée de logement social est relativement peu aidée par l'administration du District, sauf depuis l'administration actuelle (1998-2001) avec la création d'une nouvelle entité, *Metrovienda*. Quant au logement des classes moyennes et aisées, la législation mentionnée lui fut donc largement favorable, jusqu'à ce qu'à partir de 1995 entre en crise le secteur immobilier, sous l'effet de divers facteurs : la saturation de ce même segment, mais aussi l'inadéquation progressive du système UPAC (*Unidad de Poder Adquisitivo Constante*), dont la création fut une importante mesure prise au plan national en 1972 pour permettre à ces mêmes classes sociales d'acheter leur logement grâce au crédit. Ce système vient d'être totalement reformulé.

Par ailleurs, non seulement les pouvoirs publics mais aussi les *gremios* (groupes d'intérêts économiques) et les ONG sont intervenus sur l'amélioration du cadre de vie, en essayant de créer un sentiment d'appartenance à la ville et de favoriser des projets de récupération spatiale et sociale des espaces publics. Des campagnes d'éducation citoyenne novatrices y ont contribué.

## 7.2. Pouvoirs publics et quartiers illégaux

Le laisser-faire a engendré la multiplication de quartiers illégaux aux limites de la ville (au centre s'est développé dans le même temps le

phénomène d'*inquilinato* – division extrême d'édifices anciens pour être loués et très souvent sous-loués). Une fois la situation devenue irrémédiable, fut prise la décision de légaliser l'existant et de l'équiper progressivement, tandis que de nouvelles normes (prises aussi bien au niveau du District que de l'arrondissement) devaient permettre d'empêcher l'apparition de nouveaux quartiers de ce type. De fait, d'une part le processus de régularisation est très lent et d'autre part continuent de surgir de nouveaux quartiers illégaux. Au cours des dernières années, la seule intervention de nature autoritaire fut celle de quelques démolitions de constructions dans des zones à risques de désastres naturels. C'est seulement avec l'actuelle élaboration du POT qu'émergent la volonté de gérer le foncier de manière plus adéquate (*banco de tierras*) et d'affronter la situation au plan de l'aire métropolitaine d'une part, et la définition de procédures à cet effet d'autre part.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Barco C. (coord.) 1998, *Bogotá-Sabana. Un territorio posible*, Bogotá, CEDE – Cámara de Comercio de Bogotá.
- Cuervo L. M. 1995, Génesis histórico y constitución de Bogotá como ciudad moderna, Bogotá, CIDER.
- Dureau F. 1997, Trajectoires résidentielles et recompositions urbaines à Bogotá, Colombie, *Cahiers des Amériques Latine*, n° 22, 181-200.
- Dureau F., Hoyos M.C., Florez C.E. 1994, Soacha : un barrio de Bogotá. Movilidad y acceso a la vivienda de la población de los sectores orientales del municipio, Bogotá, *Revista Desarrollo y Sociedad*, n° 34, 95-147.
- Dureau F., Lulle T. 1999, Le développement spatial de Bogotá dans les années 90 : une difficile reconquête de sa maîtrise par les pouvoirs publics, *Revue de Géographie de Lyon Géocarrefour*, vol. 74, n° 4, 291-300.
- Dureau F., Lulle T., Parias A. 1998, Las transformaciones de los barrios de clase alta en Bogotá : nuevas lógicas y estrategias de producción de vivienda en un marco reglamentario altamente permisivo, in *La investigación regional y urbana en Colombia. Desarrollo y territorio 1993-1997*, Bogotá, Ediciones Carlos Valencia, DNP-FIDETER-ACIUR, 372-406.
- Dureau F., Pissot O. 1996, En mapas : las evoluciones socio-espaciales de Bogotá y su contexto (1973-1993), Bogotá, Universidad de Los Andes Coll. Documento CEDE, n° 96-05).
- García M.C., Zamudio J.V. 1997, *Descentralización en Bogotá bajo la lupa (1992-1996)*, Bogotá, CINEP.
- Granados M.P. 1992, *El futuro de la Capital. Un estudio de prospectiva urbana. Desarrollo poblacional*, Bogotá, Misión Bogotá Siglo XXI.
- Jaramillo S. 1982, *Producción de vivienda y capitalismo dependiente. El caso de Bogotá*, Bogotá, CEDE-UniAndes.
- Jaramillo S. 1990, La estructura urbana y la vivienda en Bogotá, in *Vivir en Bogotá*, Bogotá, Ediciones Foro nacional para Colombia, 51-85.

- Jaramillo S., Parias A. 1998, Vivienda en alquiler en Bogotá : agentes y acción estatal, in *La investigación regional y urbana en Colombia, Desarrollo y territorio, 1993-1997*, Bogotá, Ediciones Carlos Valencia, DNP – FIDETER – ACIUR, 338-358.
- Jimenez L.C. 1981, Crecimiento de Bogotá Distrito Especial, Bogotá, Universidad de Colombia.
- Lulle T. 1997. Planification et gestion du développement urbain de Bogotá et de son aire métropolitaine : évolution et tendances actuelles, Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Étude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogotá et de Delhi, Bogotá.
- Montezuma R. 1997, Les transports urbains : l'organisation, la gestion et le processus d'urbanisation à Bogotá. Thèse en Urbanisme et Aménagement, Paris, ENPC.